Document generated on 10/12/2024 4:43 a.m.

Recherches sociographiques

Michel COUTU et Gregor MURRAY (dirs), *Travail et citoyenneté. Quel avenir ?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 475 p.

David Robitaille

Volume 53, Number 1, January–April 2012

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1008940ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1008940ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Robitaille, D. (2012). Review of [Michel COUTU et Gregor MURRAY (dirs), *Travail et citoyenneté. Quel avenir ?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 475 p.] *Recherches sociographiques*, *53*(1), 234–235. https://doi.org/10.7202/1008940ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

En somme, cet ouvrage constitue une belle initiation aux travaux menés dans ce champ de recherche, mais ne saurait en constituer une synthèse substantielle, encore moins incontournable.

Frédéric DESCHENAUX

Département des sciences de l'éducation,
Université du Québec à Rimouski.
frederic_deschenaux@uqar.ca

Michel COUTU et Gregor MURRAY (dirs), *Travail et citoyenneté. Quel avenir ?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 475 p.

En septembre 2008, en plein cœur de la plus récente crise financière et économique mondiale, le président français invitait les pays industrialisés à « refonder le capitalisme ». Trois ans plus tard, force est de constater que cette invitation est tombée à plat. Bien sûr, les gouvernements sont intervenus afin de soutenir certains secteurs d'activité économique et stimuler la consommation des ménages mais ce faisant, ils ont maintenu le statu quo en assurant la survie du système à la source de la crise, sans pour autant en repenser véritablement les fondements. Le néolibéralisme, ou ce que Riccardo Petrella appelle la « théologie universelle capitaliste » (PETRELLA, *Pour une nouvelle narration du monde*, 2007), idéologie portée par la mondialisation économique, est encore bien en selle, avec les effets qu'on lui connaît, notamment : précarisation croissante de certains types d'emplois, détérioration des conditions de travail, remise en cause des droits économiques et sociaux des travailleurs et effritement de la fonction sociale de l'État.

C'est dans ce contexte plus large que s'inscrit l'ouvrage collectif dirigé par les professeurs Michel Coutu et Gregor Murray. Réunissant des textes de spécialistes réputés collaborant au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail, ce livre invite à une réflexion interdisciplinaire et transfrontalière sur les façons d'atténuer les impacts négatifs du néolibéralisme sur les droits socioéconomiques des travailleurs et ainsi protéger la « citoyenneté au travail ». Plus particulièrement, on se demande si le concept de « citoyenneté industrielle », évoquant l'affirmation des droits des travailleurs au 20e siècle, est encore pertinent aujourd'hui. À l'heure de la redéfinition des rapports collectifs de travail – et de l'individualisation croissante de ces rapports sous l'égide en partie des chartes des droits –, d'une remise en question du syndicalisme, de l'éclatement des frontières économiques et des transformations, délocalisations et précarisations que cela provoque dans l'emploi, la « citoyenneté au travail » pourrait-elle constituer le vecteur d'une meilleure protection des droits socioéconomiques des travailleurs ? Selon la discipline empruntée, cette « citoyenneté » passerait entre autres par la protection des droits et libertés constitutionnels et quasi constitutionnels, notamment la dignité humaine, la mise en place de mécanismes de consultation et de participation aux décisions, la socialisation de l'entreprise privée, l'adoption de politiques publiques plus favorables à la santé et à la sécurité, l'appréhension des

inégalités de sexes en milieu de travail, le renouvellement du droit du travail et le respect du droit international des droits de la personne. Utopie, comme se questionnent Coutu et Murray en 4e de couverture, ou « entreprise » réaliste ? Peut-être quelque chose entre les deux. Entreprise conditionnelle, assurément, comme l'ont montré les riches contributions de cet excellent ouvrage qui jette les jalons d'avenir de la citoyenneté au travail.

David Robitaille

Faculté de droit,
Université d'Ottawa.
david.robitaille@uottawa.ca

Roger Lanoue et Taïeb Hafsi, *Société d'État ? Pourquoi pas ? Concilier performance et politique, les secrets de la réussite d'Hydro-Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 194 p.

La relation entre les entreprises publiques de mission commerciale et industrielle et l'État qui les crée est mal connue du citoyen et bien souvent lui semble contre nature ou, à tout le moins, ambiguë. Les débats entre les opposants à la création et au maintien de monopoles ou de quasi-monopoles de services publics et ceux qui y sont favorables posent la question de la pertinence de ce modèle de l'action étatique dans l'économie, tout comme ils soulèvent l'épineuse question de la rentabilité et de l'efficacité. Le cadre de référence étant, bien évidemment, toujours le même : la comparaison entre le secteur public et le secteur privé. Le choix d'Hydro-Québec par Roger Lanoue et Taïeb Hafsi comme cas d'étude est une décision judicieuse en raison de sa très grande proximité avec les modèles d'affaires privés.

Le mérite premier de cet ouvrage est de montrer qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la finalité de rentabilité financière et la profitabilité sociale à condition que certains facteurs y concourent et, notamment, la gouvernance de l'entreprise. Pour les lecteurs auxquels le livre est destiné, le terme de gouvernance est davantage une expression populaire qu'une notion véritablement assimilée et comprise. Lanoue et Hafsi précisent et illustrent habilement ce concept par une narration bien informée de l'histoire de la plus importante des entreprises publiques du Québec. On voit clairement l'évolution du rapport entre l'organisme et son actionnaire unique au cours des quatre phases majeures de la croissance d'Hydro-Québec et, surtout, de quelle manière les principaux acteurs de cette transformation ont su naviguer dans les eaux toujours tumultueuses du changement.

Le lecteur appréciera aussi la dimension pédagogique de l'ouvrage qui se manifeste par dix recommandations pour le succès d'éventuels cas similaires. Ces recommandations touchent tous les aspects de la gestion d'une entreprise quelle que soit son univers d'appartenance, privé ou public. Si pour le chercheur la dimension historique est enrichissante, pour le praticien, la dimension prescriptive est sans nul doute porteuse d'enseignement. L'un et l'autre, malgré l'invitation